

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 9 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **L'intérêt général n'existe pas pour François Fillon**
- 2) **Trimer pendant une demie génération pour gagner ça...**
- 3) **La défense Fillon tangué !**
- 4) **Les gens en prennent plein le ciboulot...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Les liens entre François Fillon et Axa au coeur d'une nouvelle polémique



François Fillon a collaboré pendant deux ans avec l'assureur Axa. - Thomas Samson - AFP



Yann DUVERT Journaliste

En reconnaissant qu'Axa faisait partie des clients de sa société de conseil, le candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle se voit reprocher ses liens avec la compagnie d'assurance et Henri de Castries, son ex-PDG.

Outre la désormais célèbre "affaire Pénélope", et les soupçons de détournements de fonds dont il aurait bénéficié au Sénat, François Fillon fait maintenant face à des accusations de conflit d'intérêt. En cause: ses relations avec l'assureur Axa qui, selon l'aveu même du candidat à la présidentielle, faisait partie des clients de sa société 2F conseil.

De 2012 à 2014, François Fillon a en effet travaillé pour Axa lors des négociations sur la directive européenne dite Solvabilité 2, comme l'a indiqué la compagnie à L'argus de l'assurance.

Pour rappel, cette disposition réglementaire entrée en vigueur le 1er janvier 2016 impose désormais aux assureurs de détenir un minimum de fonds propres afin de se prémunir contre les risques systémiques. Celle-ci devrait, en toute logique, bientôt s'appliquer au droit français, puisque le décret de transposition a déjà été publié.

Henri de Castries dans le viseur du FN

Cette collaboration de l'ancien Premier ministre avec le géant français de l'assurance fait bondir certains de ses adversaires politiques. Ce mardi, Yannick Jadot a ainsi fait part de son intention de "demander aux députés écologistes de saisir le déontologue de l'Assemblée nationale". "On ne peut pas intervenir en même temps comme lobby pour un intérêt privé et en même temps comme législateur censé défendre l'intérêt général", a-t-il martelé au micro d'Europe 1.

Même son de cloche du côté de Marine le Pen qui, sur LCI, s'est interrogée sur de possibles "trafics d'influence ou conflits d'intérêts". Dans le viseur, notamment, de la présidente du Front national: les liens qui unissent François Fillon à Henri de Castries, PDG d'Axa entre 2000 et 2016.

Souvent présenté comme l'inspirateur du programme du candidat en matière de sécurité sociale -même si les deux hommes s'en défendent

-, ce dernier a clairement affiché son soutien à François Fillon. Et les mesures proposées initialement par le candidat, prévoyant un rôle accru pour les assureurs privés, ont largement alimenté les critiques.

"Le candidat des assureurs"

L'une d'elles, en particulier, avait concentré les attaques de ses adversaires (voire des membres de son propre parti): le recentrage de la Sécurité sociale sur les pathologies lourdes, les plus légères étant pris en charge par les complémentaires santé. Une proposition interprétée par beaucoup comme une manière de privatiser en partie le système de santé français.

Laurence Rossignol, ministre des Familles, avait à l'époque fait part de ses doutes. "On voit qu'il est proche du milieu des assurances, incontestablement, or il y a des intérêts", avait-elle déclaré sur LCP. Quand Jean-Luc Mélenchon, sur son blog, décrivait François Fillon comme "le candidat des assureurs contre la Sécurité sociale". Les nouveaux éléments sur sa collaboration avec Axa risquent donc de relancer la polémique.

Yann DUVERT Journaliste



MAIS AUSSI :

Axa a versé 200.000 euros à la société de François Fillon

Le candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle a travaillé pendant deux ans pour l'assureur français sur des sujets réglementaires.

Lundi, lors de sa conférence de presse, François Fillon a révélé avoir travaillé pour quatre sociétés: Axa, Fimalac -la société de Marc Ladreit de Lacharrière-, la banque Oddo et la société d'expert-comptable Ricol Lasteyrie. Sur son site, il détaille le montant des honoraires qu'il a

touchés à travers sa société 2F Conseil: 534.758 euros.

Sur cette même période, la société de conseil de l'ancien Premier ministre a reçu, selon les informations de BFM Business, environ 200.000 euros de la part de l'assureur français en deux ans. Il a signé mi-2012, après son départ de Matignon, un contrat de deux ans qui s'est terminé mi-2014. Il a aidé Axa sur les négociations de la directive européenne dite "Solvabilité 2" sur la nouvelle réglementation des assureurs en Europe.

"Il a vraiment bossé!"

"Il a vraiment bossé !, insiste un des plus hauts dirigeants d'Axa. Il y a eu bon nombre de réunions avec lui, il a fourni un vrai travail".

Ce montant correspond au double de la rémunération perçue en tant que conseiller chez Ricol Lasteyrie. Le cabinet d'expert-comptable a versé 200.000 euros à 2F Conseil mais sur quatre années -de 2012 à 2016- contre deux ans pour Axa.

François Fillon a ouvert des portes au plus haut niveau de la commission européenne et en Allemagne pour la compagnie d'assurance. Le PDG d'Axa de l'époque, Henri de Castries, détient pourtant un carnet d'adresse très fourni dans le monde des affaires internationales.

D'ailleurs chez Axa, on explique que François Fillon a justement "enrôlé" le PDG d'Axa pour son entretient dans le monde des affaires à l'étranger. Henri de Castries est notamment le président du puissant comité Bilderberg qui réunit politiques, dirigeants et autres personnalités européens et américains pour tisser des liens entre les deux puissances.

Matthieu Pechberty



LAPRESSEENREVUE.EU

II) 700.000 euros, c'est ce que la moitié d'une génération va gagner en une vie de travail

Jean-Laurent Cassely

Ce n'est «que» le cumul des salaires de Penelope Fillon ou de la propriété de François Fillon. Mais c'est aussi, selon l'économiste Thomas Piketty, l'équivalent des salaires de 50% des moins bien payés.



François Fillon en 2008. JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP

700.000 euros: c'est un montant autour duquel tourne l'affaire dans laquelle le couple Fillon est empêtré depuis les révélations du Canard enchaîné. Après s'être expliqué devant la presse lundi 6 février, le candidat de la droite à l'élection présidentielle a publié les montants que son épouse aurait touchés lorsqu'elle travaillait comme assistante parlementaire à son service. À raison de 3.700 euros net mensuels, Penelope Fillon aura donc touché, selon cette version, 680.000 euros pour le cumul des quinze ans de travail qu'elle aurait effectués au service de son mari député. Mais 700.000 euros, c'est aussi un montant proche de la propriété sarthoise de François Fillon, évaluée à 750.000 euros selon les documents publiés par le candidat.

Et 700.000 euros, c'est également le montant que touchera la moitié d'une génération pour une vie entière de travail. C'est l'économiste Thomas Piketty, spécialiste des inégalités et auteur d'un livre devenu célèbre sur le retour du patrimoine dans les sociétés occidentales, qui cite ce montant comme point de référence. Interviewé sur France Culture à l'occasion de la Nuit des idées le 26 janvier dernier, il a précisé pourquoi ce montant était important pour comprendre les inégalités sociales en France:

700.000 euros: c'est un montant autour duquel tourne l'affaire dans laquelle le couple Fillon est empêtré depuis les révélations du Canard enchaîné. Après s'être expliqué devant la presse lundi 6 février, le candidat de la droite à l'élection présidentielle a publié les montants que son épouse aurait touchés lorsqu'elle travaillait comme assistante parlementaire à son service. À raison de 3.700 euros net mensuels, Penelope Fillon aura donc touché, selon cette version, 680.000 euros pour le cumul des quinze ans de travail qu'elle aurait effectués au service de son mari député. Mais 700.000 euros, c'est aussi un montant proche de la propriété sarthoise de François Fillon, évaluée à 750.000 euros selon les documents publiés par le candidat.

Et 700.000 euros, c'est également le montant que touchera la moitié d'une génération pour une vie entière de travail. C'est l'économiste Thomas Piketty, spécialiste des inégalités et auteur d'un livre devenu célèbre sur le retour du patrimoine dans les sociétés occidentales, qui cite ce montant comme point de référence. Interviewé sur France Culture à l'occasion de la Nuit des idées le 26 janvier dernier, il a précisé pourquoi ce montant était important pour comprendre les inégalités sociales en France:

«Il y a un indicateur que je calcule dans mes recherches et qui est assez parlant, c'est: quelle est la part d'une génération qui va recevoir en succession ou donation l'équivalent d'une vie au salaire minimum, ou si on prend un peu plus que le salaire minimum, le revenu moyen gagné par leur travail par les 50% d'une génération qui gagnent le moins, donc c'est pas beaucoup au dessus que le salaire minimum, c'est mettons 15.000 euros par an sur cinquante ans.»

On aboutit donc à un montant de 750.000 euros. «C'est un peu ce qu'a gagné Pénélope Fillon comme assistante parlementaire si j'ai bien compris», s'amusait l'économiste sur l'antenne de France Culture. Pourquoi cet indicateur est-il important? Parce qu'alors que le poids de l'héritage avait quasiment disparu dans l'après-Deuxième guerre mondiale, avec environ 1% d'une génération qui touchait un tel montant, pour les générations des années 1970-1980, environ 15% va recevoir ce montant en succession, en faisant une classe de quasi-rentiers de fait:

«Évidemment c'est un montant qui n'est pas suffisamment important pour s'arrêter complètement de travailler, et de fait les personnes en question vont sans doute faire de

de très belles études et gagner des salaires importants, mais en même temps c'est quand même autant que ce que 50% de cette même génération va gagner sur toute sa vie par son travail en étant serveur, caissière de supermarché, en faisant des boulots pas très rigolos.»

Une forme d'inégalité dérangeante, car ces moyens ou petits rentiers ne sont pas comparable au fameux –et unanimement décrié– 1% accusé de concentrer les richesses.

«Aujourd'hui, il y a plus de moyen rentiers, et moins de très gros rentiers, analysait encore Piketty au micro de France Culture, et cette société des petits rentiers ou des moyens rentiers c'est une société qui est peut-être plus difficile encore à réguler politiquement que celle du XIXe siècle.»



Jean-Laurent Cassely Jean-Laurent Cassely
(946 articles)



III) L'ex-assistante de Marc Joulaud témoigne et assure "ne pas avoir travaillé" avec Penelope Fillon

AFFAIRE FILLON -

Le quotidien local "Le Courrier de l'Ouest" a recueilli le témoignage de Jeanne Robinson-Behre, ancienne assistante de Marc Joulaud, suppléant de François Fillon. Un témoignage qui met encore une fois à mal la défense du candidat de la droite et de son épouse.

Jusque-là, elle avait préféré garder le silence. Jeanne Robinson-Behre, ancienne assistante parlementaire de Marc Joulaud - l'actuel maire de Sablé-sur-Sarthe ayant aussi employé Penelope Fillon en tant que collaboratrice - s'est enfin exprimée dans la presse au sujet du scandale politique qui poursuit le candidat de la droite.



@AFP

Et ce qu'elle déclare au quotidien local Le Courrier de l'Ouest, paru ce mercredi 8 février, n'est pas pour apaiser les soupçons d'emploi présumé fictif occupé par l'épouse de François Fillon. Jeanne Robinson-Behre décrit ainsi Penelope Fillon comme "quelqu'un d'effacé mais charmant", pour qui elle éprouve "beaucoup de respect". Mais affirme tout de même "n'avoir jamais travaillé avec elle", ce qui, ajoute-t-elle prudemment, "ne veut pas dire qu'elle ne travaillait pas".

Je l'ai côtoyée à des réceptions Jeanne Robinson-Behre

Celle qui est à présent adjointe au maire d'Angers précise encore à propos de Penelope Fillon : "C'est quelqu'un de très gentil, de très humain, très serviable. Je la croisais à Sablé et à Paris (...) Elle venait surtout quand il (François Fillon, ndlr) n'était pas là. (...) Je l'ai côtoyée à des réceptions, quand j'emmenais des groupes à Paris. Je la voyais mais, en même temps, vu mes fonctions, je n'avais pas à travailler avec elle non plus."

Et Jeanne Robin-Behre de détailler ses fonctions, soulignant ainsi qu'elle n'était pas censée être en contact direct avec la principale concernée : "Dans les fonctions qui étaient les miennes, auprès de Marc Joulaud, on n'était pas en connexion. On ne faisait pas la même chose. (...) J'avais deux contrats, un avec Marc Joulaud, l'autre avec Jean-Pierre Chauveau, qui était sénateur de la Sarthe. Je travaillais pour ces deux élus-là, plus François Fillon. Parce que, de toute façon, le territoire c'est François Fillon. Et les demandes, elles arrivaient chez lui."

Un témoignage qui vient s'ajouter à de nombreuses enquêtes journalistiques menées à Sablé-sur-Sarthe, débouchant systématiquement sur la même conclusion : personne ne semble avoir travaillé avec Penelope Fillon dans la municipalité de son mari. De son côté, en pleine opération reconquête, François Fillon continue d'affirmer que le travail fourni par sa femme était bien réel. Ce sera aux enquêteurs d'en décider. Toujours selon Le Courrier de l'Ouest, Jeanne Robinson-Behre a été entendue dans le cadre de l'enquête pour emploi fictif visant l'épouse du candidat.

IV) Affaire Fillon: «Les gens ont pris un grand coup dans la tronche»

Par Ellen Salvi

Ce week-end, en pleine affaire Fillon, des militants LR se sont mobilisés pour dire : « Non à la chasse à l'homme ! » Mediapart a suivi une équipe en plein tractage dans le XVII^e arrondissement de Paris. Réactions entre soutien, colère et inquiétude.

L'homme, la soixantaine, casquette vissée sur la tête et panier de courses à la main, passe sans même jeter un œil aux tracts que les militants Les Républicains (LR) distribuent à l'entrée du marché de la rue Poncelet (Paris XVII^e). Quelques mètres plus loin, il finit par se retourner. « Fillon, c'est un voleur ! », crie-t-il, la main en porte-voix. Martine soupire. « Il y a quelques cas irréductibles, mais le problème, c'est que les gens ne vont pas chercher plus loin que le bout de leurs pieds », regrette-t-elle.

Ce dimanche 5 février au matin, cette filloniste convaincue, retraitée en pharmacie, se dit déterminée à « résister ». Malgré le froid et les on-dit. « Ce qui compte, c'est de montrer que François Fillon a le meilleur programme pour redresser la France », explique-t-elle en distribuant le document barré des mots : « Stop à la chasse à l'homme ! Trop c'est trop ! »



Martine, militante filloniste, sur le marché de la rue Poncelet, le 5 février © ES

Un peu partout en France, les fédérations ont eu du mal à mobiliser leurs troupes pour les

opérations de riposte du week-end. Trop risqué. Mais dans cette partie cossue du XVII^e arrondissement, qui compte plusieurs paroisses, la question ne s'est pas franchement posée. Ici, l'ancien premier ministre a bien souvent franchi la barre des 70 % au second tour de la primaire de novembre. D'ailleurs, ce dimanche matin, nombreux sont les passants à s'arrêter à la hauteur du petit groupe de fillonistes pour leur dire qu'ils avaient voté pour lui.

« Ce sont souvent eux les plus durs, car ce sont aussi les plus déçus..., confie un militant LR. Les gens ont pris un grand coup dans la tronche. Ils nous répètent qu'ils voudraient savoir ce qu'il s'est passé, mais nous disent quand même de continuer, parce que c'est pas foutu... » L'affaire Fillon et ses multiples rebondissements ont jeté un trouble immense à droite, au parti et dans les fédérations bien sûr, mais aussi plus largement parmi les sympathisants, qui voyaient déjà leur famille politique l'emporter en mai prochain.

Tous les témoignages recueillis par Mediapart l'attestent. « Je le soutiens encore, mais je trouve ça consternant », explique par exemple Marc, 58 ans, cadre dirigeant dans « une grande société ». « Il n'avait pas à faire ce qu'il a fait... Maintenant, il doit rattraper le coup, à l'américaine : il avoue et il s'excuse. Sinon, on va perdre cette élection bêtement. » Sa femme, Sophie, est du même avis. « C'est une grande tristesse ce qui arrive ; on nous vole notre élection, dit-elle. Ce n'est pas sorti par hasard. Nous, on s'était inscrits à "En Marche !" pour voir ce que c'était, mais aujourd'hui Macron, c'est plus possible, c'est devenu épidermique. Cette histoire de Fillon, ça vient forcément de chez lui ! »

Un peu plus loin, nous retrouvons Martine, en pleine discussion avec un homme qui formule la même hypothèse. « Macron ! C'est lui qui a fait ça, c'est sûr ! veut-il croire. J'étais pour Fillon dès le départ, mais j'ai bien peur qu'avec une histoire comme ça... Ça fait des dégâts. Je voterai pour lui, mais bon... »

Rue Poncelet, les arguments de défense distillés par le candidat LR et ses soutiens politiques depuis quelques jours, sur fond de complotisme et de « coup d'État institutionnel », semblent avoir fait mouche. « À qui profite le crime ? » interroge un passant. Sourires et hochements de tête approbateurs des militants, qui s'efforcent de « rectifier les choses qui sont dites ». « Le problème que les gens rencontrent, c'est sur les montants dont parlent les médias. Il faut leur expliquer que rapporté au nombre d'années, ce n'est pas si



Tractage sur le marché de la rue Poncelet, le 5 février

énorme », souligne Hervé, 61 ans, encarté à droite depuis presque toujours et « filloniste depuis le mois d'avril ».

« C'est invraisemblable de ne pas savoir faire une division, reconnaît l'homme qui discute toujours avec Martine. Mais le discours des journalistes est complètement voulu. Depuis que Fillon a été élu à la primaire, on lui tape dessus. » « C'est pour ça qu'il faut tenir bon et qu'il faut l'encourager, lui répond la militante. Il est antisystème et il dérange tous ceux qui veulent continuer à grenouiller entre eux. »

François, un habitant du quartier, banquier de profession, s'interroge lui aussi sur les raisons pour lesquelles l'affaire Fillon a éclaté trois mois avant la présidentielle. « Pourquoi ils n'ont pas sorti cette info pendant la primaire ? » demande-t-il. Mal à l'aise avec les emplois familiaux – « Il faudrait changer la loi » –, le sexagénaire estime toutefois que « l'emballement est disproportionné ».

« Quand on voit que Balkany et Cahuzac ne sont même pas en prison... ajoute-t-il. Ce que Fillon a fait est mineur par rapport à tous les autres scandales. Ça ne vaut pas de le vouer aux gémonies. Comment peut-on se permettre de flinguer nos élites politiques ? » Évelyne, 39 ans, est du même avis. Si elle reconnaît que « certaines pratiques devraient cesser », la jeune femme n'en démord pas : elle soutiendra « jusqu'au bout » le candidat pour lequel elle avait déjà voté en novembre dernier.

« Trop, c'est trop ?! Pour nous, oui ! Pas pour lui ! »

Pour Évelyne, « les médias en font trop ». Ils sont « responsables de l'acharnement ». Ce sont eux qui « affaiblissent notre démocratie ». « Les sommes ne sont pas dingues et puis, le coiffeur de François Hollande nous a coûté bien cher aussi,

poursuit-elle. Il y a une différence entre l'information et la propagande, entre savoir quelque chose et qu'on nous le matraque 24 heures sur 24. Plus on va me le dire, plus je vais faire de la résistance. »

« Pour qui vous travaillez, vous, d'ailleurs ? » demande soudain la jeune femme. Pour Mediapart. « Vous êtes des fouille-merdes », rétorque-t-elle. Une passante, caddy à la main, s'immisce dans notre conversation. « Mediapart et le Canard, je les déteste. Si Marine Le Pen est au pouvoir, on pourra vous dire merci ! » lance-t-elle, avant de tourner les talons. Ambiance. « C'est normal. Pourquoi on serait les seuls à s'en prendre plein la tête ? » plaisante un militant LR.



© ES

Catherine, une habitante du quartier, s'approche bientôt du petit groupe de fillonistes. Elle leur demande quelques tracts qu'elle se propose de distribuer dans les boîtes aux lettres de son immeuble. Elle confie « bien aimer » l'ancien premier ministre, mais ne pas croire en sa victoire. À cause des affaires ? Même pas. « Ils font tous ça », souffle-t-elle.

Non, ce qui l'ennuie, c'est plutôt le programme. « Il est assez brutal quand même... Chez les gens qui n'ont pas grand-chose, ça ne marchera pas. » La septuagénaire a écouté le discours que le candidat a prononcé le 29 janvier « à Villepinte ou à la Villette, je ne sais plus, je connais pas beaucoup la banlieue », mais il ne l'a guère convaincue. « Macron, lui, c'est un malin, conclut-elle. Il ne donne pas son programme tout de suite, comme ça, il pourra plus facilement nous enfumer. »

Passe par là Jean-Pierre, 59 ans, qui habite lui aussi « dans le coin ». Pendant la primaire, ce militant UDI a fait campagne pour Alain Juppé. Depuis plusieurs semaines, il a rejoint les troupes de « En Marche ! », « comme pas mal de centristes ». Bien avant que l'affaire Fillon



Le groupe de militants LR © ES

n'éclate, il avait déjà noté « des points de rupture importants dans le projet » du candidat LR qui l'empêchaient de le soutenir. Les révélations des dix derniers jours n'ont fait que confirmer son choix. « Il a une relation à l'argent qui est tout de même problématique, affirme-t-il. Moi, je travaille dans une société nord-américaine. Je ferais le quart de ce qu'il a fait, je serais licencié ! »

En fin de matinée, le marché de la rue Poncelet se vide doucement. Les équipes de Jean-Luc Mélenchon et Nicolas Dupont-Aignan continuent de tracter de leur côté. Celle de François Fillon se retrouve pour faire le point sur l'opération du jour et celles à venir, prévues à la sortie des métros. Entre deux échanges, ils continuent de distribuer leur document. Et entendent un peu de tout.

« Vous êtes courageux, tenez bon », leur lance un couple. « Ça ne m'intéresse pas. Moi, c'est Marine Le Pen », décline une passante. « Il y explique ce qu'il a fait des sous peut-être ? » s'amuse un homme. « Chasse à l'homme ?! Je suis pas d'accord, lâche un autre. Trop, c'est trop ?! Pour nous, oui ! Pas pour lui ! » « On ne

peut pas être président de la République quand on fait ça ! s'exclame encore un autre. On est moral ou on ne l'est pas. Vous êtes militants, vous défendez votre bout de gras. Mais c'est indéfendable ! »

À écouter le petit groupe de fillonistes, déjà présent au même endroit la veille, les réactions des passants sont très contrastées. Pas mal de signes de soutien. Mais aussi beaucoup de colère et de doutes. Eux s'estiment toutefois chanceux. « Il n'y a pas d'agressivité, assure Martine. Après, dans d'autres quartiers, ce doit être plus compliqué... » Ici, rares sont les sympathisants de droite à évoquer l'éventualité d'un quelconque plan B. « Y a juste un type qui m'a demandé pourquoi on reprenait pas Sarkozy, glisse un militant. Je lui ai dit : "Bah oui, bien sûr ! Avec sa remorque de casseroles !" »

Pour ces soutiens acquis à François Fillon depuis fort longtemps, l'ancien premier ministre reste la solution du moins pire. Et ils attendent beaucoup de l'opération de « contre-offensive » annoncée pour lundi par les équipes du candidat LR dans le JDD. Dimanche, ces mêmes équipes ont fait

tourner sur les réseaux sociaux le billet de blog d'un abonné de Mediapart, laissant entendre qu'il émanait de la rédaction. Sans dire un mot, évidemment, sur nos dernières révélations.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

MAIS AUSSI :

Face à la corruption, s'indigner ne suffit plus

Par Fabrice Arfi

Doit-on continuer à regarder le grand feuilleton des « affaires » qui fracassent la vie publique depuis trente ans comme on va au cirque ? En Roumanie, en Islande ou au Brésil, des foules manifestent contre la corruption des classes dirigeantes. En France, rien. Il est aussi de la responsabilité des citoyens d'agir.

Bon. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? On continue, tels des automates sous hypnose, à regarder le grand feuilleton des « affaires » qui fracassent la vie publique depuis trente ans comme on va au cirque ?

Mesdames et messieurs, voici l'illusionniste François Fillon : y a un emploi, y a plus d'emploi ! [applaudissements dans le public]

Et maintenant le jongleur Nicolas Sarkozy : pas une, pas deux, pas trois, mais dix affaires dans lesquelles il est cité ! ["waouh", s'exclament les spectateurs]

Sans oublier l'incroyable acrobate Jérôme Cahuzac : il est chargé au sein du gouvernement de lutter contre la fraude fiscale tandis qu'il est lui-même un fraudeur fiscal depuis vingt ans !

Vous l'adorez, le clown Jean-Christophe Cambadélis : il n'hésite pas à mettre en doute publiquement l'honnêteté de Fillon alors qu'il a lui-même été condamné deux fois par la justice dans des affaires d'emplois fictifs ! [rires unanimes]



Le couple Fillon au meeting de la Villette © Reuters

Des numéros de cette qualité, la France en a des wagons à proposer, à gauche comme à droite ou à l'extrême droite : Le Pen, Dassault, Lagarde, Balkany, Guérini, Giacobbi, Andrieux, Squarcini, Boillon, Guéant, Kucheida, etc. Il faut vraiment vivre dans un monde parallèle – celui de la communication sidérante et du commentariat sidéré – pour ne pas faire le constat d'un pays ravagé par ses démons : la corruption, les arrangements avec l'éthique, la fraude et l'évasion fiscales, les conflits d'intérêts.

Le décentrement permet de voir comme nous sommes vus. Et c'est moche. Les médias étrangers, anglais, allemands, scandinaves ou américains, n'ont plus de mots pour décrire l'état de corruption de la France.

C'est la honte.

Dans d'autres pays, en Roumanie ces derniers jours, en Islande au moment de la révélation des Panama Papers, au Brésil il y a peu, les citoyens se sont emparés du premier des biens communs, la rue, pour manifester et crier leur indignation. Pour dire – excusez l'expression – qu'il serait peut-être temps d'arrêter de se foutre de notre gueule.

Et en France ? Eh bien, en France, rien. Funambules de la vie publique, nous regardons, extatiques, passer ces affaires qui surgissent dans le quotidien des matinales radio et des chaînes d'info en continu et qui disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues. Puis on passe à autre chose, comme si le monde de la politique (celui des programmes et du débat d'idées) et la furia

des scandales n'étaient pas liés. Comme si l'un et l'autre évoluaient dans deux mondes parallèles qui ne se rencontraient jamais.

On ne le répétera jamais assez : les affaires ont un sens. Elles sonnent, quand les faits qu'elles portent sont vérifiés et d'intérêt public, comme le signal d'alarme d'une démocratie qui suffoque. La facture est lourde. Nous – le “nous” citoyen qui ne fait le tri ni des convictions ni des cheminements personnels – en sommes tous les victimes invisibles.

Démocratiquement, elles nous désespèrent en ce qu'elles alimentent le sentiment qu'il existerait une classe dirigeante qui ne fait pas ce qu'elle dit, qui détourne elle-même ce qu'elle prône, qui est, en somme, comme un enfant de 5 ans, incapable de se discipliner, à l'abri d'un puissant sentiment d'impunité.

Financièrement, les affaires nous coûtent. Elles frappent notre portefeuille. Il y a un invariant de la corruption et de tous ses corollaires : l'enrichissement d'un seul signifie l'appauvrissement de tous. Ce n'est pas un hasard si l'étymologie grecque du mot “corruption” (phtora) signifie le contraire de la création. C'est-à-dire la destruction.

Les affaires Fillon, Sarkozy ou Cahuzac, pour ne citer qu'elles, ne concernent pas que Fillon, Sarkozy ou Cahuzac. Elles nous concernent, nous. Mais comme à chaque fois, les sorciers de la communication, qui sont vraiment devenus la plaie de notre vie politique, parviennent à déporter l'enjeu.

Le problème, ce serait cette chienne de presse, aujourd'hui Le Canard enchaîné et Mediapart, hier Le Monde ou d'autres. La diversion est vieille comme les siècles. Souvenons-nous de la fameuse maxime de Condorcet, rappelée récemment sur Twitter par Bernard Pivot : « Tout homme qui fera profession de chercher la vérité et de la dire, sera toujours odieux à celui qui exercera l'autorité » (Mémoires sur l'instruction publique, 1792).



Des milliers de Roumains ont manifesté, le 5 février 2017, contre la corruption du régime. © Reuters

Le souci, ce serait également cette prétendue dictature de la transparence. Ce mot, qui a été créé par ceux qui n'en veulent pas, comme s'il s'agissait de transpercer les corps pour voir à travers, est devenu le nouveau piège de la conversation publique. Pendant les débats d'assemblée de la Révolution française, il y avait pourtant un bien plus joli mot pour décrire ce qui nous occupe : la publicité. Soit ce qui doit être su parce qu'appartenant au public. Le mot a malheureusement été capté depuis par la valeur marchande.

Mais appelons-la comme on veut, cette transparence. Au fond, peu importe. Ce qui compte, c'est la promesse démocratique qu'elle porte depuis le XIXe siècle et qui a été consacrée comme telle par de grands penseurs de la démocratie. Par exemple avec le philosophe utilitariste Jeremy Bentham, un libéral pur sucre, qui écrivait dans sa *Tactique des assemblées politiques délibérantes* (1840) : « Plus l'exercice du pouvoir est exposé à un grand nombre de tentations, plus il faut donner à ceux qui en sont chargés de puissants motifs pour y résister. Mais il n'en est point de plus constant et de plus universel que la surveillance du public. Le corps du public compose un tribunal, et un tribunal qui vaut mieux que tous les tribunaux ensemble [...]. Le soupçon est toujours errant autour du mystère. »

Par exemple avec Benjamin Constant, qui affirmait dans *De la responsabilité des ministres* (1815) : « On ne conjure point les dangers en les déroband aux regards. Ils s'augmentent au contraire de la nuit dont on les entoure. Les objets se grossissent au sein des ténèbres. Tout paraît, dans l'ombre, hostile et gigantesque. »

La transparence est une inquiétude qui nous met en vigilance. Il faut la voir comme une chance et non comme une menace. L'ignorance, elle, est un confort qui nous condamne.

Les concepts sont aujourd'hui à ce point malmenés qu'un député socialiste comme René Dosière, pourtant réputé pour être un inlassable contempteur des dépenses outrancières de l'Élysée, ou qu'un “grand avocat” comme Éric Dupond-Moretti viennent sur les plateaux télé défendre l'idée que, dans l'affaire Fillon, il est tout de même choquant, au nom de la séparation des pouvoirs, que la justice s'intéresse aux attributs du Parlement. Mais ladite séparation des pouvoirs n'a jamais été la liberté donnée à chaque pouvoir (législatif, exécutif et judiciaire) de faire n'importe quoi. C'est même précisément

l'inverse.

« Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » C'est ainsi que le plus fervent théoricien de la séparation des pouvoirs, Montesquieu, avait défini le concept dans L'Esprit des lois. C'était en... 1748.

Dans ces moments de post-vérité, où ce ne sont plus les faits qui font l'opinion, mais les opinions qui font les faits, la réalité est en train de devenir une hypothèse comme une autre. Pourtant, « abandonner les faits, c'est abandonner la liberté », comme l'a dit récemment dans Le Monde l'historien américain Timothy Snyder. Parce que si rien n'est vrai, alors personne ne pourra plus critiquer les pouvoirs (quels qu'ils soient) et tout deviendra spectacle. Le spectacle de notre déchéance, qui n'est pas une fatalité.

Il suffit juste de commencer par ouvrir les yeux. Car il est aussi de la responsabilité des citoyens d'agir, en manifestant, en imposant que la lutte contre la corruption soit un programme politique, en se réappropriant cette parcelle de démocratie qu'on nous enlève.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**